



Wallonie



Service public
de Wallonie

DG04

DIRECTION EXTERIEURE
HAUTAUT II

Rue de l'Ecluse 22
B-6000 CHARLEROI
Tél. : 071 65 48 80
Fax : 071 65 49 77

Votre contact :
Valérie PECRIAUX - 071/65.49.89
valerie.pecriaux@spw.wallonie.be

BRUSSELS SOUTH CHARLEROI
AIRPORT
rue des Frères Wright 8
6041 GOSSELIES

REÇU LE 18 JAN. 2012

Charleroi, le 17 JAN 2012

Nos réf : F0414/52011/UCP3/2011/137//208458

Annexe : 1 arrêté de décision sur une demande de permis d'urbanisme

OBJET : Permis d'urbanisme : Décision du fonctionnaire délégué

Projet : Aménagement d'un parking de 2305 places sur le site de l'Aéroport
(parking Economy) en lieu et place de l'actuel parking , Angle des routes
d'Heppignies et de Ransart (N568) à 6041 GOSSELIES

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de permis d'urbanisme visée sous objet.

J'adresse par même courrier, copie de la présente décision au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,

Raphaël STOKIS

Directeur

<http://spw.wallonie.be>
N° Vert : 0800 11 901 (Informations générales)

Responsables des dossiers : Aurélie HOCHART & Muriel LE CLERCQ, Attachées

Responsable de service : Sylvie ROCHEZ, Attachée

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE

DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Rue des Brigades d'Irlande 1, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 24 05 • Fax : 081 33 24 42





Service public de Wallonie

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,
DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE
Direction extérieure de CHARLEROI

ANNEXE 12 - FORMULAIRE G

Personnes de droit public ou actes et travaux d'utilité publique

Décision d'octroi du permis d'urbanisme

Nos réf.: F0414/52011/UCP3/2011/137//208458

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vigueur ;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétable et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1^{er} du Code du droit de l'environnement ;

Vu l'étude d'incidences sur l'environnement, sous réf. : F0412/52011/EIE/2003/1, au nom de la Société Wallonne des Aéroports (SOWAER) ayant pour objet l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud en vue d'une demande relative à la nouvelle aérogare, son parking voitures, sa plate-forme pour avions et ses taxiways et permis d'environnement ;

Vu le permis unique délivré par l'arrêté ministériel du 25 juillet 2005, réf. : F0412/52011/PU/2004.25, au nom de la Société Wallonne des Aéroports (SOWAER) en vue de la nouvelle aérogare Nord et des infrastructures associées de l'aéroport de Charleroi-Bruxelles-Sud ;

Vu le permis d'urbanisme daté du 21/10/2009 portant la référence F0410/52011/UCP3/2009.88 au nom de la SA BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT, ayant pour objet l'aménagement d'un parking de 1.500 places dit « du Casque » sur le site de l'Aéroport de Charleroi Bruxelles Sud impliquant une extension et un réaménagement de l'actuel parking 'low-cost' ;

Considérant que BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis Angle des routes d'Heppignies et de Ransart (N568) à 6041 GOSSELIES, cadastré GOSSELIES: C* 278 2 ayant pour objet : Aménagement d'un parking de 2305 places sur le site de l'Aéroport (parking Economy) en lieu et place de l'actuel parking ;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 09/09/2011 ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, le bien se situe pour partie en zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (Arrêté du 10/09/1979), et pour partie en zone non affectée (zone blanche) (Arrêté du 10/09/1979) ;

Considérant que le bien se situe dans un périmètre de réservation ;

Considérant que le bien se situe le long des routes: Chaussée de Fleurus N586, Chaussée de Ransart N568 ;

Considérant que le bien se situe dans le périmètre de servitude aéronautique ;

Considérant que le bien se situe sur la courbe de bruit A' de 70 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1^{er} du livre I^{er} du Code de l'Environnement, l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I^{er} du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet ;

Considérant que le projet s'écarte du plan de secteur pour les motifs suivants : car non conforme à la destination générale de la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (ZACCI) ;

Considérant que la demande de permis a été soumise aux mesures particulières de publicité conformément à l'article 127 §3 du C.W.A.T.U.P.E. ; que l'enquête publique a été réalisée du 26/10/2011 au 09/11/2011 et n'a donné lieu à aucune réclamation ;

Considérant que l'avis du Collège communal de et à CHARLEROI, sollicité en date du 11/10/2011 est réputé favorable ;

Considérant que l'avis de la DGO "Routes et Bâtiments" - Direction des Routes, sollicité en date du 11/10/2011 et réceptionné en date du 04/11/2011 est favorable conditionnel libellé comme suit :

- *"le niveau des seuils par rapport au niveau de la chaussée doit être pour une entrée ordinaire de 0.30 m (max) et de 0.12 m (min) pour une entrée cochère ;*
- *le niveau du pied de la construction en rapport avec le couronnement de la chaussée doit être de 0.10 m ;*
- *la hauteur maximale des plantations dans la zone de recul doit être de 1.50 m dans les deux premiers mètres ;*
- *la profondeur de la zone de recul doit être de 10 m (AR des 22.10.34 et 29.05.37) ;*
- *la limite du domaine public doit être en coïncidence avec l'alignement ;*
- *l'alignement à respecter en cet endroit est une parallèle à l'axe de la chaussée, distante de 17.50 m de cet axe. Le front de bâtisse devra donc se situer à au moins 27.50 m (17.50 m + 10 m) dudit axe;*

*Observations : entrée du parking uniquement par la N568A en venant de l'aéroport ;
sortie du parking uniquement vers le rond-point ;
panneaux F49 superflus au niveau du rond-point" ;*

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, sollicité en date du 11/10/2011 et réceptionné en date du 18/11/2011 est favorable conditionnel, libellé comme suit :

- *"Dans la zone se trouvant actuellement dans la Sensitive Area du GP, aucun stockage de terre ou d'autres interventions pouvant transformer le profil du terrain ne seront autorisés ;*
- *dans la zone en dehors de la Sensitive Area actuelle, les rehaussements dépassant les 6 m AGL ne pourront être acceptés ;*
- *l'utilisation d'une grue tour n'est pas autorisée ;*
- *les plantations devront être limitées dans la mesure du possible et les plantes ne pourront dépasser une hauteur maximale de 3 m AGL ;*
- *en cas d'installation de réverbères, la hauteur maximale de ceux-ci sera limité à 4.5 m AGL ;*

Nous vous indiquons en outre que l'implantation de ce parking hypothéquera un déplacement futur possible du Treshold vers l'Est" ;

Considérant que le projet consiste en des travaux d'aménagement d'un parking de 2 305 places sur le site de l'Aéroport de Charleroi-Bruxelles Sud en lieu et place du parking provisoire "Economy" ; qu'il se situe au sud du nouveau terminal de l'aéroport, à une distance d'environ 2 kilomètres de celui-ci par la route ; qu'il s'inscrira dans le prolongement de l'axe des pistes et est isolé des 3 autres parking ; qu'il sera utilisé uniquement en cas de saturation des autres parkings les jours de grande affluente ; que les accès tant l'entrée depuis la rue d'Heppignies que la sortie vers le giratoire avec la rue de Ransart sont conservés avec de légères modifications de pente et de tracé ; que ces 2 voies d'accès de 6.30 m de large seront dotées d'un portique à double accès contrôlés par une barrière de sécurité automatique ; que la circulation interne s'y effectuera à partir de voies de desserte asphaltées de 6 m de large et aménagées entre les emplacements de stationnement, lesquels seront construits en empièvements drainants (graviers) dont la plupart auront une dimension de 5 x 2.5 m ; qu'un quai d'attente doté d'un abribus d'une longueur de 25 m sera aménagé parallèlement à la voie de circulation dont le gabarit est légèrement supérieur à 6.50 m ; que le projet prévoit la pose d'un vaste réseau d'égouttage destinés à reprendre les eaux s'infiltrant à travers les emplacements de stationnement ; que des mats d'éclairage seront posés ; que des arbres à haute tige seront plantés selon une ligne brisée ; que l'aire de circulation des navettes sera masquée depuis l'espace public par un alignement d'arbres ; que les limites périmétriques de l'ensemble resteront clôturées par le grillage existant ;

Considérant que l'article 21 du Code précité stipule que « *sauf pour les domaines des infrastructures ferroviaires ou aéroportuaires et des ports autonomes qu'il n'affecte pas, après avis de la commission régionale, le Gouvernement désigne les secteurs d'aménagement qui font l'objet d'un plan* » ;

Considérant que l'article 34 du Code précité stipule que *"la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel. – Décret du 30 avril 2009, art. 20, 1°) § 1er. (La zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées aux articles 30 et 30 bis et les activités agro-économiques de proximité, à l'exclusion des activités de vente au détail – Décret du 30 avril 2009, art. 20, 2°). Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes. Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement (, sauf pour la partie du périmètre qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant – Décret du 30 avril 2009, art. 20, 3°) ; Le logement de l'exploitant ou du personnel de gardiennage peut y être admis, pour autant que la sécurité ou la bonne marche de l'entreprise l'exige. Il fait partie intégrante de l'exploitation. La mise en œuvre d'une zone ou partie de zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est subordonnée à l'adoption par le conseil communal, soit d'initiative, soit dans le délai qui lui est imposé par le Gouvernement, d'un rapport urbanistique et environnemental, conforme à l'article 33, § 2, et, le cas échéant, à l'article 33, § 2 bis, et à son approbation par le Gouvernement".*

Considérant que le projet est situé pour majeure partie en zone blanche ; zone destinée à l'aéroport ; qu'il déborde dans la zone contigüe du plan de secteur : zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (ZACCI) ; que cette zone n'est pas destinée à ce type d'activité ;

Considérant toutefois qu'en application de l'article 127 §3 du Code précité, pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation obligatoire visée à l'article 4, alinéa 1er, 3°, lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au § 1er, alinéa 1er, 1°, 2°, 4°, 5°, 7° et 8°, et qui soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement – Décret du 20 septembre 2007, art. 16, 2° ;

Considérant d'une part que l'enquête publique a été réalisée conformément au prescrit susmentionné et n'a suscité aucune réclamation de la part des riverains ; que d'autre part, le projet consiste en des travaux connexes au développement de l'aéroport ; que les travaux relatifs aux aéroports sont visés à l'article 274 bis ; que les travaux ici envisagés sont par leur nature et leur vocation des travaux visés à l'article 127 §1^{er} 2° et/ou 7° (équipements de service public) du C.W.A.T.U.P.E. ; que la qualité d'équipements de service public est également affirmée par la

participation directe ou indirecte importante des autorités publiques dans ce projet, notamment en termes de gestion et d'exploitation (BSCA) ; que le parking prend place aux abords des infrastructures aéroportuaires et à proximité d'axes routiers ; que l'aménagement proposé est de qualité en ce qu'il propose des emplacements de stationnement en revêtements drainants, la plantation d'arbres et des parties engazonnées ; que depuis la N568, le parking sera masqué par le talus existant ; que depuis la rue d'Heppignies, l'entrée du parking est agrémenté de gazon et d'un alignement d'arbres ; que les lignes de force du paysage actuellement composées à cet endroit d'infrastructures aéroportuaires (piste, accès...) seront respectées ; que les conditions visées à l'article 127 §3 sont rencontrées ;

Considérant pour le surplus que la réalisation de ce parking s'inscrit dans les options du Schéma de Développement de l'Espace Régional qui dans sa troisième partie : mise en œuvre du projet VI. Améliorer l'accessibilité du territoire wallon et gérer la mobilité VI.1. Intégrer la région dans les réseaux transeuropéens D. Aéroports de Gosselies (Brussels South Charleroi Airport) ... «Pour les distances supérieures à 400-500 km, le trafic aérien (passagers et marchandises) s'accroît progressivement ... Face à l'accroissement des transports aériens, le Gouvernement wallon poursuivra le développement de Gosselies (Brussels South Charleroi Airport) ... en réservant des superficies pour leurs extensions, en veillant à leur accessibilité par route ...- L'aéroport de Gosselies (Brussels South Charleroi Airport), principalement orienté vers le trafic des voyageurs, devrait de plus en plus jouer un rôle de délestage de l'aéroport de Zaventem (Brussels Airport). Pour atteindre cet objectif, ... l'aménagement de l'aérogare sera poursuivi ... » ;

Considérant au vu de ce qui précède que le permis peut être délivré ;

DECIDE

Article 1^{er} : Le permis d'urbanisme sollicité par BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA est octroyé.

Le titulaire du permis devra respecter les conditions suivantes :

- respecter les conditions de Belgocontrol et de la DGO "Routes et Bâtiments" - Direction des Routes ;
- effectuer les plantations endéans l'année de la réception provisoire des travaux ;
- pour le surplus exécuter les travaux conformément aux plans joints à la demande de permis
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers ;

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A CHARLEROI, le 17 JAN. 2012
Le fonctionnaire délégué


Raphaël STOKIS
Directeur

Responsables des dossiers : Aurélie HOCHART & Muriel LE CLERCQ, Attachées

Responsable de service : Sylvie ROCHEZ, Attachée

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur Raphaël STOKIS, Fonctionnaire délégué

Extraits du code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie

1) VOIES DE RECOURS

Art. 127, § 6. Le demandeur et le collège communal peuvent introduire un recours auprès du Gouvernement wallon dans les trente jours de la réception de la décision du fonctionnaire délégué ou de l'écoulement du délai visé à l'article 127, § 4, alinéa 2.

2) AFFICHAGE DU PERMIS

Art. 134. Un avis indiquant que le permis a été délivré est affiché sur le terrain à front de voirie et lisible à partir de celle-ci, par les soins du demandeur, soit lorsqu'il s'agit de travaux, avant l'ouverture au chantier et pendant toute la durée de ce dernier, soit dans les autres cas, dès les préparatifs, avant que l'acte ou les actes soient accomplis et durant toute la durée de leur accomplissement. Durant ce temps, le permis et le dossier annexé ou une copie de ces documents certifiée conforme par la commune ou le fonctionnaire délégué, ou le jugement visé à l'article 155, § 5, doit se trouver en permanence à la disposition des agents désignés à l'article 156 à l'endroit où les travaux sont exécutés et les actes accomplis.

3) PEREMPTION DU PERMIS

Art. 86, § 1^{er}. Si, dans les deux ans de l'envoi du permis d'urbanisme, le bénéficiaire n'a pas commencé les travaux de manière significative, le permis est périmé.

§2. Le permis est périmé pour la partie restante des travaux si ceux-ci n'ont pas été entièrement exécutés dans les cinq ans de son envoi, sauf si la réalisation a été autorisée par phases. Dans ce cas, le permis détermine le point de départ du délai de péremption pour chaque phase autre que la première.

La péremption du permis s'opère de plein droit.

4) PROROGATION DU PERMIS

Art. 86, §3. A la demande du bénéficiaire du permis d'urbanisme, celui-ci est prorogé pour une période d'un an. Cette demande est introduite trente jours avant l'expiration du délai de péremption visé à l'article 86, § 1^{er}.

La prorogation est accordée par le Gouvernement ou le fonctionnaire délégué.

5) CERTIFICATION DE LA CONFORMITE DES TRAVAUX

Art. 139. Selon les dispositions que peut arrêter le Gouvernement, dans le délai de soixante jours à dater de la requête que le titulaire du permis ou le propriétaire du bien adresse simultanément au collège communal et au fonctionnaire délégué, il est dressé une déclaration certifiant que :

- 1° les travaux sont ou ne sont pas achevés dans le délai endéans lequel ils devaient être achevés ;
- 2° les travaux ont ou n'ont pas été exécutés en conformité avec le permis délivré.

Si les travaux ne sont pas achevés dans le délai ou ne sont pas conformes au permis délivré, la déclaration doit, selon le cas, contenir la liste des travaux qui n'ont pas été exécutés ou indiquer en quoi le permis n'a pas été respecté

6) MODALITES AVANT LE DEBUT DES TRAVAUX

Art. 137. Le début des travaux relatifs aux constructions nouvelles, en ce compris l'extension de l'emprise au sol de constructions existantes, est subordonné à l'indication sur place de l'implantation par les soins du collège communal.

Il est dressé procès-verbal de l'indication.